



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 29 AVRIL 2015**

CONVOCATION

Le 22 avril 2015, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mercredi 29 avril 2015 à 19 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1-Approbation du procès-verbal de la réunion du 8 avril 2015.
- 2-Vote des subventions 2015 aux associations
- 3-Adoption du schéma intercommunal de mutualisation voté par le Conseil de la Communauté de Communes du Comté de Provence
- 4-Redevance d'occupation du domaine public 2015 du réseau de distribution d'électricité
- 5-Syndicat mixte du PIDAF du Pays Brignolais - Modification des statuts (retrait de Bras et St-Antonin)
- 6-Compte-rendu des décisions de M. le Maire prises dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal
- 7-Question écrite de M. COEURDEUIL demandant le retrait de la délégation donnée par le Conseil Municipal à M. le Maire relative au droit de préemption.
- 8-Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mercredi 29 avril 2015**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre -- LANGE Gaby - BENTOUMI Christian - RIHAL Pascale - TORRESILLA Claude - REES Pénélope COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. GAUTIER Rémi (procuration donnée à Christian DEBAQUE) - PASQUET Annette (procuration donnée à Julie BREBAN) - BOSSUGE Brigitte (procuration donnée à Jean CULINATI) - - VOLANTE Florence (procuration donnée à REES Pénélope) - MIONET Marie-Thérèse (procuration donnée à Jacqueline TURINELLI) - GAQUIERE Ingrid (procuration donnée à Patricia INGRASSIA) - BOULE-AMPHOUX Isabelle (procuration donnée à Yves COEURDEUIL).

soit 20 présents et 7 pouvoirs donc 27 votants.

A NOTER QUE M. KINET A QUITTE LA SALLE AU MOMENT DU VOTE CONCERNANT LA SUBVENTION A ALLOUER A L'ASSOCIATION « SOCIETE CIVILE DE CHASSE DU VAL » ET N'A PLUS SIEGE ENSUITE.

Le nombre de présents est donc passé à partir de ce moment-là à 19 et celui des votants à 26.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

1-Approbation du procès-verbal de la réunion du 8 avril 2015.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 8 avril 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 8 avril 2015,
A l'unanimité,

APPROUVE ce document.

2-Vote des subventions 2015 aux associations

Monsieur le Maire demande aux Conseillers Municipaux membres d'une association de quitter la salle à l'appel du nom de celle-ci.

Mme BREBAN pose la question de savoir comment agir quand un Conseiller est concerné par l'association et titulaire d'un pouvoir d'un de ses Collègues non concerné par cette association.

M. GIRAUD indique que l'élu ne vote qu'une fois pour le Conseiller Municipal non concerné.

M. KINET prétend que l'élu ayant pouvoir doit sortir de la salle car le but n'est pas de ne pas voter mais de ne pas entendre les débats.

M. SAULNIER tranche en décidant que l'élu avec pouvoir devra sortir de la salle même si le Conseiller Municipal représenté n'est pas concerné par l'association appelée. Ceci pour éviter toute contestation éventuelle.

M. FOURNEL demande si le Conseil Municipal doit voter les subventions une association après l'autre malgré que les demandes aient été étudiées en commission.

M. SAULNIER répond affirmativement.

2-1 - Annulation de la subvention 2014 à « LE VAL BESSILLON » :

M. Christian DEBAQUE, directement concerné, quitte la salle

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le signalement présenté le 24 novembre 2014 par Mme Christine GAULET, Conseillère Municipale du groupe d'opposition « LE VAL BLEU MARINE », auprès de Monsieur le Sous-Préfet de Brignoles, dans le cadre du contrôle de légalité des actes de la commune. Ce signalement concernait une prise illégale d'intérêt supposée dans le cadre du vote de la subvention 2014 à l'association « LE VAL BESSILLON » par délibération du 29 avril 2014 n° 2014/050. En effet, Mme GAULET soulignait le fait qu'à cette époque, M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux subventions aux associations et vice-président de la commission communale chargée de l'attribution de ces subventions, cumulait ces fonctions avec celle de Président de l'association « LE VAL BESSILLON ». Il avait donc participé à la préparation de l'octroi des subventions et n'avait pas quitté la salle au moment du vote du Conseil Municipal, bien que s'étant abstenu à propos de celle allouée à « LE VAL BESSILLON ». Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée délibérante d'annuler l'attribution de la subvention 2014 à « LE VAL BESSILLON ».

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

Considérant les dispositions de l'article L 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 novembre 2012,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ANNULE l'attribution de la subvention 2014 à l'association « LE VAL BESSILLON » pour un montant de 9.000 €

DEMANDE à ladite association de rembourser cette subvention à la Commune

DEMANDE à Monsieur le Maire de procéder à toutes les démarches nécessaires à ce remboursement.

M. PAZ demande comment va faire l'association pour rembourser cette somme sans être en difficultés financières.

M. SAULNIER lui demande d'attendre la délibération suivante.

M. KINET demande si en conséquence sur la liste des subventions dressée par la commission, on va devoir rajouter la subvention de régularisation pour LE VAL BESSILLON.

M. FOURNEL indique qu'il faut réintégrer la subvention 2014 avec celle de 2015.

M. SAULNIER répond affirmativement et précise que les crédits ont été prévus en conséquence au budget. Il donne lecture du passage concerné dans la note de synthèse qui a été transmise, quelques jours auparavant, au Conseil Municipal avec la convocation à la présente réunion et qui contenait toutes les précisions nécessaires. »

M. FOURNEL demande si M. DEBAQUE est encore membre ou cotisant de LE VAL BESSILLON

M. SAULNIER répond négativement car M. DEBAQUE a démissionné officiellement de toutes ses fonctions associatives.

2-2 - Subvention de régularisation allouée à « LE VAL BESSILLON » :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'association

LE VAL BESSILLON

a sollicité une aide financière exceptionnelle de la Commune afin de lui rembourser la subvention 2014 qui lui a été retirée par délibération de ce jour.

Il rappelle que la présence de M. DEBAQUE, alors Président de cette association lors de la délibération du 29 avril 2014, a entraîné l'annulation de l'attribution de la subvention de 9.000 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

A l'unanimité,

ACCORTE d'allouer à l'association LE VAL BESSILLON une subvention exceptionnelle d'un montant de 9.000 € pour l'année 2015,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires au versement de cette subvention à l'association précitée,

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2015, chapitre 65.

2-3 – Subventions 2015 aux associations

Ci-joint la totalité des délibérations.

Interventions des Conseillers Municipaux pour certaines associations (les associations non nommées ci-après sont celles pour lesquelles aucun commentaire particulier n'a été fait par les Conseillers Municipaux) :

- SECTION ENTRAIDE MEDAILLE MILITAIRE (voté à l'unanimité)
M. LANGE demande pour quelles raisons il est proposé d'attribuer 230 € alors que l'association n'en demande que 200.
M. TORRESILLA, Membre de la commission des subventions, indique qu'il a été pris en compte lors des discussions que toutes les associations d'anciens combattants avaient jusque-là 230 € et qu'en conséquence il était logique d'uniformiser les subventions allouées. Le nombre et le type de cérémonies organisées durant l'année sont similaires. Le même principe est appliqué pour les associations caritatives.
- ADAPEI (voté à l'unanimité)
M. DEBAQUE indique que la commission a rejeté la demande de subvention de cette association vu qu'elle travaille déjà pour la Mairie (entretien des espaces verts) et qu'elle n'a aucune action envers la jeunesse.
Mme INGRASSIA demande à combien s'élevait leur demande.
M. DEBAQUE indique qu'elle était de 1.400 € et qu'en 2014 aucune subvention n'avait été attribuée.
- A.S.P.N.
VOTE : 1 contre (Mme DONADEY) et 4 abstentions (Mmes RIHAL-BREBAN-BOULE et M. COEURDEUIL)
M. LANGE demande quelle est cette association.
Mme INGRASSIA répond que c'est l'association qui va être actrice et organisatrice de la journée « ALTERNATIVAL » du 28 juin 2015, sujet déjà évoqué en commission.
M. FOURNEL demande plus d'explications sur cette association dont l'action s'étend au-delà du département.
M. SAULNIER donne la parole à Mme INGRASSIA qui explique que cette association va organiser une matinée d'informations dans le cadre de la protection du patrimoine, la lutte contre le réchauffement climatique...
M. PAZ précise que cette association diffuse des dépliants sur la problématique du gaz de schiste pour aider à cerner le sujet, à savoir comment faire si on est contre le gaz de schiste. Tout ceci par une démarche très intellectuelle.
M. COEURDEUIL souligne que la démarche est également très militante.
M. FOURNEL demande si l'association est bien apolitique.
M. PAZ répond affirmativement.
M. COEURDEUIL intervient pour demander si l'action est de militer pour lutter contre le réchauffement climatique, contre les gaz de schistes,... c'est donc une association militante qui défend un point de vue à caractère presque idéologique et politique.
M. PAZ répond qu'il ne s'agit que d'informations. Elle n'appelle pas à voter contre mais souhaite informer le public sur ce qu'est le gaz de schiste. Chacun peut avoir sa position.
Mme DONADEY intervient pour souligner qu'une telle prise de position est politique.

Mme BREBAN souligne que son abstention n'a aucun rapport avec ce discours. Elle provient du fait que la demande de subvention était de 500 € et que l'attribution n'est que de 300 €.

M. FOURNEL précise que selon le but de l'association, la position du Conseil Municipal sera différente : soit c'est une association à consonance politique, soit elle ne fait qu'informer le public.

M. PAZ insiste pour dire que cette association est apolitique.

Mme INGRASSIA précise que le rôle du Conseil Municipal n'est pas de juger de l'opportunité d'une association ou d'une autre, mais de les aider ou pas financièrement.

- TRAIL DE PARACOL (voté à l'unanimité)

Mme TURINELLI quitte la salle car ayant le pouvoir de Mme MIONET, membre de l'association

M. KINET précise que cette association va organiser une manifestation sur LE VAL dans le courant de l'été.

M. DEBAQUE répond que c'est le cas de toutes les associations qui ont été subventionnées. Elles organisent des manifestations sur la Commune, sinon leur demande est rejetée.

- ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE LE VAL (voté à l'unanimité)

M. GIRAUD quitte la salle vu sa qualité de chasseur

M. DEBAQUE indique que jusqu'à présent cette association se voyait allouer 650 €. La commission propose de ramener cette subvention à 325 € vu la présence cette année d'une seconde association de chasse dénommée « UNION DES CHASSEURS VALOIS » afin de la partager en deux. Toutefois, après réflexion, le nombre de sociétaires a été pris en compte : l'association communale de chasse LE VAL compte 125 adhérents et l'Union des Chasseurs Valois n'en compte que 16. Donc on propose d'attribuer une subvention au prorata du nombre de licenciés.

M. KINET répond que ce système n'est pas logique car les frais et charges de chacune des associations peuvent être identiques malgré le nombre de licenciés. »

M. DEBAQUE rappelle d'autre part que l'Union des Chasseurs Valois est une nouvelle association, car créée en 2014.

M. KINET réfute ce motif car d'après lui cette association était en sommeil et a été réactivée.

M. SAULNIER intervient pour affirmer qu'il s'agit bien d'une nouvelle association. Il précise avoir reçu à plusieurs reprises tous les intervenants et être bien au fait de ce dossier.

M. KINET insiste en disant que les statuts sont déposés depuis des décennies en Sous-Préfecture.

M. SAULNIER demande à M. KINET de ne pas insister sur ce point car un accord a été trouvé entre les deux associations et qu'il faut agir intelligemment pour préserver un climat serein, ce qui n'était pas le cas depuis quelques mois.

M. DEBAQUE revient sur le montant des subventions proposé soit 600 € pour l'association communale de chasse et 50 € pour l'Union des Chasseurs Valois.

M. FOURNEL se dit d'accord sur l'application de ce prorata mais considère le montant de 50 € comme léger. « C'est trop peu ».

M. KINET intervient pour souligner son désaccord car la demande de subvention ne vise pas une aide aux adhérents mais une participation aux actions de protection des terrains agricoles contre les animaux nuisibles. Les frais des associations de chasse sont liés aux obligations qui leur sont faites comme de clôturer des terrains.

M. SAULNIER tient à préciser que l'association communale de chasse réintroduit des animaux. Pas l'Union des chasseurs.

M. KINET indique que la réintroduction d'animaux n'a rien à voir avec la subvention. Ces animaux sont destinés à être tués par les chasseurs. »

M. SAULNIER précise que la commission a présenté ses propositions et qu'il faut en tenir compte.

M. KINET rétorque que le travail mené en commission est remis en cause car la proposition initiale était de diviser en deux parts égales le montant de 650 €.

M. FOURNEL demande à M. DEBAQUE, Vice-Président de la Commission, ce qu'il pense du montant de 50 €.

M. DEBAQUE convient de la modicité du montant et propose d'allouer 100 € à l'Union des Chasseurs Valois.

M. LANGE demande si l'Union des Chasseurs Valois a demandé une subvention. Il estime qu'apparemment elle n'en a pas besoin car créée uniquement pour avoir un deuxième carnet de battues

M. DEBAQUE indique que cette association a demandé 1.400 € de subvention.

M. LANGE rejette cette demande et donne son accord sur 50 € qui leur paiera le carnet de battue. Il demande que soit privilégiée l'association communale de chasse car c'est elle qui lâche le gibier et qui entretient les terrains de chasse.

M. SAULNIER précise que seule l'association communale de chasse est reconnue par la Fédération.

M. FOURNEL demande que le Conseil Municipal aide les deux associations et demande que le montant de 50 € soit majoré.

M. KINET demande si ce système de prorata va être appliqué lorsqu'il s'agira de deux associations culturelles, en se basant sur leur nombre d'adhérents.

M. DEBAQUE répond que ce critère n'a pas été arrêté en commission.

M. KINET rétorque que le prorata pour les deux associations de chasse n'a pas non plus été évoqué en commission. Il espère que ce raisonnement sera identique pour toutes les associations. »

M. SAULNIER l'interrompt en disant que cela n'avait rien à voir, le problème de ces associations de chasse étant particulier.

M. KINET revient sur les critères de propositions de la commission comme par exemple pour les associations à caractère caritatif qui ont été toutes mises sur le même plan, idem pour les associations militaires. Pour les associations culturelles qui animent le village, la subvention a été donnée en fonction de l'ampleur de leurs actions. Quand il s'est agi des associations de chasse, il indique que le montant de la subvention habituellement donné a été partagé en deux montants égaux, sans faire référence au nombre d'adhérents. Il demande pourquoi vouloir changer les critères d'attribution de la commission et, malgré trois réunions de travail de celle-ci, demander au Conseil Municipal de changer les règles. Il précise que si tel est le cas, il quittera la salle. Il trouve en effet totalement anormal que pour certaines associations le prorata par rapport au nombre de membres soit appliqué et pas pour d'autres. Il précise ne pas prendre part pour l'une ou l'autre des associations de chasse, étant anti-chasse.

M. FOURNEL intervient pour expliquer que d'après ce qu'il a compris, les deux associations ne faisaient qu'une au départ. Elles se sont séparées suite à un litige. Il convient qu'il faut les aider certes mais souligne que cela n'a rien à voir avec les associations culturelles

Mme INGRASSIA intervient à son tour en précisant qu'elle ne contestait pas du tout le sens du débat mais demande à M. KINET s'il est membre de la commission des subventions pour se permettre d'évoquer les critères retenus par cette commission.

M. KINET répond qu'il ne fait pas partie de la commission chargée des subventions mais qu'il a entendu les règles d'attribution tels que définies par la commission. Il trouve désagréable que des propositions faites en commission soient remises en cause par une majorité du Conseil Municipal. Il rappelle donc que si tel est le cas, il quittera la séance.

M. SAULNIER confirme que l'association communale de chasse est la seule à avoir des frais de gestion et donc se doit d'être plus aidée que l'autre association.

M. KINET rétorque que les raisons de M. le Maire ne tiennent pas la route. Il dit qu'il n'existe aucune preuve quant à la non-reconnaissance de l'Union des Chasseurs Valois par la Fédération.

M. TORRESILLA demande la parole en sa qualité de membre de la commission chargée des subventions. Il précise que lors des débats de cette commission, les membres, non spécialistes de la chasse, ont opté pour une solution simpliste et mathématique consistant à dire : « il y a deux associations, donc on divise l'enveloppe en deux parties égales ». Il précise aussi que les commissions n'ont qu'un rôle de proposition et non pas de décision. Il rejoint M. KINET sur l'idée que le système du prorata est aussi simpliste que celui de la division en deux. Il se dit gêné par l'application du prorata car 50 € c'est très peu mais tenait à donner le cadre du travail de la commission.

M. SAULNIER souligne une nouvelle fois les charges qui incombent à une association et pas à l'autre. Donc il demande au Conseil Municipal de procéder au vote.

M. PAZ intervient pour attirer l'attention sur les conséquences de l'attribution du faible montant de la subvention à l'Union des Chasseurs, avec 50 €. Il craint que cela n'envenime les relations avec l'association communale de chasse. Il rappelle que la demande était de 1.400 € et pense que si l'octroi reste fixé à 50 € c'est un peu comme ne pas reconnaître la nouvelle association. Il demande si on ne pourrait pas attribuer 550 € et 100 €.

M. TORRESILLA, interrogé par M. DEBAQUE sur sa position vis-à-vis de cette proposition, estime qu'il faut définir une fois pour toutes les critères d'attribution en choisissant le prorata ou une autre formule, puis s'y tenir de façon cohérente.

M. FOURNEL demande si cette règle du prorata ne sera valable que pour ces deux associations ou si elle sera applicable à toutes.

M. KINET revient sur le fait que si la règle du prorata est appliquée, le Conseil Municipal devra revoir toutes les propositions de la commission, y compris les subventions accordées antérieurement ce soir, car ce ne sont pas les règles appliquées par ladite commission.

M. SAULNIER demande à M. KINET d'arrêter d'invoquer toujours les mêmes raisons et de tenir les mêmes discours depuis plusieurs dizaines de minutes.

M. KINET se lève et dit quitter la séance puisque M. le Maire semble ennuyé par ses interventions. Il précise qu'il est inutile de réunir le Conseil Municipal si aucun débat n'est possible. M. KINET quitte la salle.

M. PAZ rappelle que lors de la commission l'équilibre a été visé mais il faut prendre en compte ce soir les charges de l'association communale de chasse, qui n'étaient pas connues lors des débats de la commission. Toutefois il insiste sur le fait de ne pas trop déséquilibrer le prorata par rapport à cette situation houleuse qui pourrait dégénérer.

M. CULINATI intervient à son tour et propose 200 € pour l'Union des Chasseurs Valois.

Mme INGRASSIA demande pour quelles raisons le tableau remis aux Conseillers pour préparer la réunion de ce soir comporte toujours 325 € pour chaque association de chasse.

M. SAULNIER répond qu'il n'est pas à jour des dernières réflexions de la commission, ce qui amuse M. FOURNEL.

M. LANGE prend la parole en laissant 650 € à l'association communale de chasse et en allouant 200 € à l'Union des Chasseurs Valois. Il est contre le fait de diminuer la subvention de l'association communale de chasse.

M. SAULNIER demande de voter en proposant 600 € pour l'association communale de chasse. La demande de l'Union des Chasseurs Valois sera examinée ensuite.

Après le vote, M. GIRAUD reprend sa place. Il intervient pour exprimer ses regrets de n'avoir pu participer aux débats relatifs aux dissensions entre les deux associations. Il indique au Conseil Municipal être en charge de ce dossier depuis 6 mois et être donc bien au fait du litige. Il dit être en mesure d'apporter tous les éclairages nécessaires à ce dossier, tous les éléments d'informations, dans la neutralité en sa qualité d'élu et non pas en sa qualité de sociétaire, puisqu'il n'est pas sociétaire mais chasseur maintenant ses droits de chasse sur ses propriétés. Il précise que la Municipalité a engagé des démarches d'apaisement entre ces deux associations et qu'elle est en passe de régler la situation lors de l'assemblée générale du 30 mai, à laquelle elle est conviée en présence des deux associations.

- ASSOCIATION DE PECHE LE VAL (voté à l'unanimité moins une abstention M. GIRAUD)

M. LANGE quitte la salle

Mme INGRASSIA demande les raisons pour lesquelles la dotation a été ramenée de 900 à 500 €.

M. DEBAQUE répond qu'il n'y a pas de raisons particulières.

M. TORRESILLA rappelle qu'en commission il a été dit que des baisses seraient opérées : « Celle-ci est importante car diminuant presque de moitié la subvention. Au regard du dossier examiné en commission, il était justifié de la diminuer. Par contre sur le budget alloué aux subventions, une réserve de 5.190 € pourra être allouée aux associations qui proposeront en cours d'année des projets particuliers, ceci par le biais de subvention exceptionnelle. La commission a voulu essayer de montrer que la subvention n'est pas un dû, c'est une politique municipale qui doit être mise en place. La commission va essayer de l'amorcer cette année et on la précisera l'année prochaine. On ne doit pas freiner l'action des associations qui sont le tissu social de la Commune, ce n'est pas sur ce poste de dépenses donc qu'on doit faire des économies maximum. Il faut créer un système plus dynamique en réduisant les subventions au départ mais par contre se garder cette réserve là pour pouvoir initier ou aider des projets particuliers en cours d'année qui ne sont pour l'instant pas programmés. C'est la méthode que la commission a voulu mettre en place, un peu tardivement peut être d'où ces explications de ce soir. »

M. DEBAQUE indique que la commission a prévu de revoir les demandes en cours d'année car trop imprécises à ce jour. Les imprimés utilisés ne sont pas adaptés et les associations n'y indiquent pas leur programme d'actions en détails.

M. GIRAUD demande si la commission a pris en compte les journées de bénévolat accordées par cette association dans le cadre du nettoyage de la rivière. Tous les pêcheurs fournissent de 3 à 4 matinées avant l'ouverture de la pêche pour nettoyer les berges de la Ribeirotte notamment.

M. DEBAQUE répond que la commission n'a pas pu le prendre en compte puisque ce n'est pas stipulé dans la demande de l'association.

M. GIRAUD souligne que cette action va dans le sens du service public.

M. DEBAQUE répond que la réserve pour subventions exceptionnelles pourra être utilisée le cas échéant.

M. TORRESILLA intervient pour souligner que la commission est sensible aux actions menées par les associations auprès de la jeunesse et veut impulser cette dynamique. Il conçoit que pour la chasse et la pêche c'est un peu particulier. Il précise que la cotisation est payée pour permettre d'alimenter un certain nombre d'actions de l'association mais la subvention municipale doit être un moteur pour permettre l'organisation d'actions particulières qui ont un intérêt pour la Commune. Il reconnaît que l'action de nettoyer la rivière rentre dans ce critère. La commission pourra rencontrer les associations qui le demanderont pour étudier leur plan d'actions 2015 et envisager l'attribution d'une subvention exceptionnelle.

M. SAULNIER souligne l'importance de la marge à garder dans ce budget « Subventions » car elle permettra l'octroi d'aides supplémentaires.

M. FOURNEL demande si cette marge d'environ 5.000 € pourra aussi être ponctionnée dans le cas de création de nouvelles associations en cours d'année.

M. DEBAQUE répond affirmativement.

- ASSOCIATION BILBOK (voté à l'unanimité)

Mme INGRASSIA précise que cette association a déposé une demande de subvention pour 2015 car elle doit présenter un justificatif dans le dossier de demande d'aide financière auprès de la Région indiquant le rejet de sa demande.

Mmes TURINELLI-INGRASSIA-RIHAL-REES et DONADEY quittent la salle.

M. FOURNEL intervient pour rappeler que BILBOK a obtenu une subvention exceptionnelle de 3.500 € en 2014 et que refuser toute aide en 2015 est gênant pour lui. En effet il craint que le Conseil Départemental trouve suspect qu'aucune subvention ne soit allouée par la Commune à cette association et que cela nuise à l'examen de sa demande.

M. PAZ indique que des discussions ont bien été menées en amont avec cette association et il est bien clair qu'elle attend la lettre de refus de la Commune. Elle a donc dû avoir confirmation de certains élus départementaux ou régionaux que sa demande serait prise en considération même sans subvention communale. Il rappelle qu'en cas de difficultés, et vu les actions menées dans le village auprès de la jeunesse, une subvention exceptionnelle pourra toujours être allouée.

- C.L.C.V. (voté à l'unanimité)
Mme BREBAN demande en quoi consiste cette association.
Mme TURINELLI explique que le C.L.C.V. aide d'une part les locataires dans leurs actions pour leurs défenses auprès des propriétaires (aide juridique) et d'autre part les consommateurs pour diverses questions liés à la consommation. Cette association est très active au sein des H.L.M. notamment (vérification des états des lieux, de la réalisation de travaux, ...)
M. CULINATI ajoute que le C.L.C.V. diffuse aussi des dépliants d'information sur tout ce qui touche à la consommation.
M. FOURNEL demande si cette association se charge également de l'entretien des bâtiments HLM comme par exemple l'éclairage vu qu'à un moment la question avait été posée à la commission des travaux sur une défaillance à ce niveau.
M. DEBAQUE répond négativement.
- COMITE DE FETES (voté à l'unanimité)
M. PAZ quitte la salle
M. DEBAQUE souligne l'effort fait par cette association en 2014, et indique que la commission a souhaité répondre favorablement à sa demande de subvention afin que 2015 soit également un succès.
- CONFRERIE SAN ANTONI DOU PORQUET (voté à la majorité : 2 abstentions (Mmes BREBAN et PASQUET) -2 contre (MM. LANGE et VERDON))
MM. CULINATI-DEBAQUE et NAL quittent la salle.
Mme INGRASSIA demande les raisons de l'augmentation de la subvention par rapport à 2014.
M. PAZ indique que la commission a pris en compte l'ampleur de la manifestation de la Foire à la Saucisse de septembre d'une part, et d'autre part le montant des subventions allouées précédemment par la Région, qui a bien baissé, et le Département qui a disparu. La commission a estimé intéressant pour la Commune, sur le plan de l'attrait touristique, d'aider la Confrérie à poursuivre son action par le maintien de la Foire telle qu'on la connaît, voir la développer.
M. TORRESILLA ajoute que l'an dernier Mme PONS avait donné sur sa réserve parlementaire une aide de 5.000 €. Il n'est pas certain que cette participation soit maintenue en 2015. Il pense également que la manifestation de la Foire est très importante pour le village et qu'il faut la soutenir.
- CROIX ROUGE FRANCAISE (voté à l'unanimité moins 2 contre : Mme RIHAL et M. LANGE))
Mme TURINELLI rappelle que cette association est intervenue en 2014 pour le relogement d'une famille suite aux inondations. Son représentant a été très réactif.
M. PAZ ajoute que l'association a été obligée quand même d'attendre la décision des assurances avant d'intervenir. Elle a également aidé une famille à trouvé du mobilier et un matelas.
M. LANGE et Mme RIHAL disent s'abstenir parce qu'en désaccord avec la baisse de la subvention de 100 €. Le maintien leur aurait convenu.
M. DEBAQUE indique que la subvention a été baissée pour être uniforme à celles octroyées aux autres associations caritatives.
M. PAZ approuve ce motif d'uniformisation des subventions pour les associations nationales.

- ALZHEIMER (voté à l'unanimité)
Mme INGRASSIA demande de préciser combien a demandé cette association.
M. DEBAQUE répond que la demande portait sur 100 €
M. COEURDEUIL intervient pour s'étonner du fait que, des associations nationales subventionnées par l'Etat, se voient attribuer 200 € par la Commune. Il rappelle que l'Etat coupe allègrement les dotations aux Communes et trouve en conséquence saumâtre d'aider ces associations nationales : « Que l'Etat se débrouille ! »
Mme INGRASSIA ne comprend pas pourquoi on donnerait 200 € alors que la demande ne porte que sur 100 €
M. LANGE se dit d'accord avec cette proposition.

- GYM LOISIRS VALEN (voté à la majorité 3 abstentions : Mmes BREBAN-INGRASSIA-PASQUET)
M. DEBAQUE informe l'assemblée que les comptes de l'association présente un solde créditeur de 13.465 €
Mme BREBAN précise que cette association est en train de licencier 2 animateurs et c'est la raison pour laquelle elle a mis cet argent de côté. Elle rappelle aussi que GYM LOISIRS VALEN aide les NAPS par le prêt de matériel.
M. DEBAQUE indique que ces précisions ne figuraient pas dans le dossier de demande et qu'en conséquence elles n'ont pas été prises en considération.
M. TORRESILLA indique que la commission s'est basée sur un certain nombre de critères, soit le mode de fonctionnement (cotisations récupérées (160 € par an)) pour payer les professeurs et animateurs, donc autofinancement), locaux et électricité fournis par la commune, les actions en dehors de ces cours sont inexistantes. La commission a donc estimé que 800 € suffiraient pour l'achat de matériel. Il rappelle que le reliquat de 5.000 € du budget permettra de répondre aux demandes de subventions exceptionnelles pour aider à des actions ponctuelles au bénéfice de la Commune. Mais la commission n'a qu'un rôle consultatif et le Conseil Municipal est libre de décider autrement.
M. SAULNIER souligne que beaucoup de renseignements ne sont connus que ce soir. Il regrette cet état de fait qui entraîne une remise en question de certaines propositions de la commission qui s'est basée sur les dossiers remis par les associations, dossiers incomplets sur le volet « actions ou projets d'actions ».
M. FOURNEL attire l'attention sur le risque encouru par les associations qui présentent un solde créditeur en fin d'exercice, ce qui est totalement interdit. Et la Commune ne doit pas cautionner cela en versant une aide supplémentaire.
M. DEBAQUE approuve cela mais rappelle l'intervention de Mme BREBAN qui tempère les choses.
M. FOURNEL insiste sur une vérification approfondie des comptes fournis par les associations.
M. SAULNIER répond que la commission a été chargée de mettre de l'ordre dans toutes les demandes reçues des associations. Il souligne que, cette année déjà, certaines n'apparaissent plus dans la liste des subventionnables.
M. PAZ indique que la Commission a pensé à mettre en place une nouvelle fiche car l'actuelle ne convient pas car trop restreinte au niveau des informations. Des renseignements ont été pris via les sites internet d'autres communes pour savoir quels critères sont demandés pour les demandes de subventions. Une fiche plus complète sera mise en place en 2016.

JUDO (voté à l'unanimité)

M. DEBAQUE indique que l'association doit remplacer les tapis car anciens et détériorés vu l'obligation de les plier après chaque entraînement puisque la salle est utilisée par plusieurs associations. Ces tapis sont donc coupés et doivent être changés.

- LE CHANT DES AIRES (voté à l'unanimité)

Mme RIHAL et MM. SAULNIER et PAZ quittent la salle

Mme BREBAN demande en quoi consiste cette association

Mme INGRASSIA répond qu'il s'agit d'une association musicale qui organise des concerts et spectacles sur la commune

M. DEBAQUE souligne que tous les spectacles sont payants. Il donne quelques cours de guitare gratuits à des enfants.

- LE VAL BESSILLON (voté à l'unanimité moins une abstention M. LANGE))

M. PAZ indique que la commission a été unanimement d'accord pour allouer 10.000 € vu les bons résultats obtenus cette année et les possibilités de changement de catégorie à la prochaine saison. Une nouvelle notoriété serait ainsi possible avec un apport intéressant au niveau du football sur LE VAL.

- AMIS DE PARACOL (voté à la majorité : 5 abstentions : Mmes TURINELLI-MIONET-REES-VOLANTE et M. GIRAUD)

- Mmes INGRASSIA-RIHAL-DONADEY et MM. BENTOUMI et PAZ quittent la salle

Mme TURINELLI rappelle que cette association s'investit beaucoup via ses bénévoles pour la restauration des édifices culturels et récemment de la Chapelle des Pénitents.

MM. DEBAQUE et SAULNIER répondent que c'est tout à fait autre chose. L'association pourra demander une subvention exceptionnelle.

M. GIRAUD attire l'attention sur le montant de la réserve qui risque d'être un peu faible par rapport à toutes les demandes potentielles de subventions exceptionnelles.

- AMIS DE LA COUR VALENCO (voté à l'unanimité moins une abstention Mme DONADEY)

M. PAZ quitte la salle

M. VERDON demande en quoi consiste cette association.

M. DEBAQUE répond qu'il s'agit de l'association qui a organisé le défilé costumé de la Foire à la Saucisse 2014 et le carnaval 2015.

M. SAULNIER souligne l'investissement de cette association au niveau de l'organisation des manifestations et de la réalisation des costumes. Cette association va compter pour LE VAL.

Mme DONADEY souhaiterait que la subvention soit plus importante vu l'action très active de cette association sur la commune par exemple 800 €.

- M'AINS TU VU (voté à l'unanimité)

M. DEBAQUE explique que le refus de verser une subvention émis par la commission repose sur le fait que cette association est connue pour sa revente d'affaires qu'on lui donne.

Mme INGRASSIA intervient pour souligner le caractère social de cette association. Une solution devra être trouvée quant à son petit local qui déborde sur le trottoir. Un local plus grand lui permettrait de mener des actions plus importantes. Elle indique que derrière cette revente il y a des gens qui travaillent et qui effectuent des actions d'insertion.

Il y a des vêtements mais aussi de l'électroménager et du mobilier. Ces personnes nettoient, réparent tout cela et le mettent en vente. C'est une action d'insertion. Mme INGRASSIA ne comprend pas pourquoi les associations nationales sont subventionnées à hauteur de 200 € alors que celle-ci qui est locale est pénalisée. Elle estime qu'en supprimant une subvention à une association de ce type, la municipalité fait passer un message auprès de la population auquel elle dit ne pas adhérer. Elle trouve cette décision un peu excessive.

M. PAZ indique qu'ils engrangent 18.000 € et que cet aspect de leur activité n'apparaît nulle part dans leur dossier de demande.

M. GIRAUD intervient pour souligner tout l'ineptie du système actuel relatif à la composition de la commission chargée des subventions qui n'inclut pas l'Adjointe chargée des relations avec les Associations. Il estime que la personne qui connaît le mieux les associations dans l'équipe municipale devrait pouvoir participer aux réunions de la commission des subventions.

Mme INGRASSIA intervient pour indiquer que lors de la constitution des commissions en 2014, elle avait interrogé M. le Maire pour s'étonner du fait de ne pas être membre de la commission chargée des subventions vu sa qualité de vice-président de celle chargée des relations avec les associations culturelles. Il lui a alors été répondu que l'élection des membres des commissions ayant été procédée, il était trop tard pour en changer la composition. Néanmoins, Mme INGRASSIA a participé à certaines réunions de travail de la commission des subventions mais pas récemment car volontairement, vu les quiproquos constatés en réunion sur le fait de savoir qui pouvait prendre la parole, membre et auditeur, elle s'est mise en retrait pour respecter par honnêteté le fait de n'être pas concernée puisque hors commission. Elle insiste sur le fait que ce n'est pas qu'elle n'a pas pu participer mais bien qu'elle n'a pas voulu le faire. Elle regrette cet état de fait.

M. TORRESILLA intervient pour relever cet aspect du débat et l'élargir car cela s'est posé aussi dans d'autres commissions. Il pense qu'il faut absolument modifier le règlement intérieur quant à la participation des conseillers municipaux, en qualité d'auditeurs, donc sans pouvoir prendre la parole, aux réunions des commissions dont ils ne sont pas membres. Il a été constaté que dans la pratique ce n'était pas une bonne solution. M. TORRESILLA propose la modification du règlement afin de permettre aux vice-présidents de commissions de prendre la parole quand un sujet abordé les concerne. Il demande à ce que ces vice-présidents soient associés aux débats, ce qui évitera des situations telles que celle de ce soir.

M. SAULNIER précise qu'il avait prévu de proposer cette modification lors des questions orales en fin de séance.

M. FOURNEL relève le problème sous-jacent de la perception de l'association M'AINS TU VU par la population autrement que par ce petit local qui déborde sur la route. Il demande si une étude est en cours pour rechercher un autre local, pour consulter et étudier les comptes de cette association.

M. SAULNIER indique qu'effectivement la Mairie s'est penchée sur le problème du local car l'immeuble voisin vacant et sans propriétaire attitré fait l'objet d'une procédure pour pouvoir le récupérer ou le faire acquérir par un voisin favorable à l'installation de l'association dans le garage. Mais cette procédure est complexe et longue.

M. DEBAQUE interroge M. TORRESILLA pour connaître son avis sur le montant de la subvention susceptible d'être alloué.

M. TORRESILLA reconnaît que la position de la commission n'a pas été basée sur les bons critères, plusieurs éléments d'informations ne lui ayant pas été communiqués. Par contre, nous avons noté le montant de recettes de 18.000 €.

M. SAULNIER propose en conséquence d'attribuer 300 € comme en 2014.

- PREVENTION ROUTIERE (voté à l'unanimité)

M. DEBAQUE précise que cette association s'est engagée à mener des actions de formation auprès du personnel, et d'aider à un marquage au sol d'un parcours à l'école primaire par la remise de canevas.

- RESTOS DU COEUR (voté à l'unanimité moins 2 abstentions Mme INGRASSIA et M. LANGE)

Mme INGRASSIA demande pour quelles raisons la subvention a été diminuée de 50 €.

M. DEBAQUE dit s'être rapproché du CCAS pour prendre des informations.

Mme TURINELLI indique que le CCAS est en pourparlers pour un projet d'épicerie solidaire.

M. PAZ rappelle que la commission a proposé d'allouer aux associations nationales un montant de 200 € dans le souci d'une certaine cohérence.

Mme INGRASSIA et M. LANGE s'abstiennent car en désaccord avec la diminution de la subvention.

- S'COOL DANCE (voté à l'unanimité)

M. FOURNEL demande le nombre d'adhérents de cette association.

M. DEBAQUE indique qu'elle compte 211 licenciés.

M. PAZ précise que ce sont deux associations qui se sont réunies. Elles proposent un spectacle de fin d'année et diverses actions de formation auprès des jeunes de la commune mais aussi des alentours.

M. SAULNIER indique qu'effectivement l'association SO DANCE s'est ralliée à S'COOL DANCE.

Mme INGRASSIA s'étonne du fait que SO DANCE n'ait pas déposé de demande.

M. PAZ répond que cela est logique vu qu'elle s'est associée à S'COLL DANCE.

M. FOURNEL demande si la fusion de ces deux associations a bien été vérifiée.

M. PAZ répond affirmativement.

Mme INGRASSIA indique que S'COOL DANCE a son local à l'extérieur du VAL. SO DANCE louait une salle pour un loyer de 1.500 € et était donc en difficultés lors de l'entretien tenu en 2014 avec Mme INGRASSIA qui avait alors demandé au Point Accueil de revoir la répartition des horaires d'occupation des salles de La Roguère. Un créneau avait alors été mis à sa disposition d'où le fait qu'aucune demande de subvention n'avait été déposée en 2014. Mme INGRASSIA est fort surprise de ne plus les retrouver dans le listing.

M. TORRESILLA précise que les deux associations qui ont fusionné sont celle de Mme LEFEVRE et de Mme BARONI pour devenir S'COOL DANCE. Cette association fonctionne de la même façon que GYM LOISIRS VALEN. Il est difficile d'être cohérent si on décide de réduire de moitié la subvention de cette dernière et d'un autre côté de donner un autre montant que 800 € à S'COOL DANCE.

Mme INGRASSIA vote contre la diminution de la subvention.

- SOUVENIR FRANÇAIS (voté à l'unanimité)
MM. CULINATI-DEBAQUE et PAZ quittent la salle
Mme TURINELLI demande pourquoi cette association n'a pas 230 € comme les autres associations nationales.
M. TORRESILLA indique que le fait qu'elle entretienne des tombes au cimetière a été pris en compte par la commission.

- TENNIS CLUB (voté à l'unanimité)
M. DEBAQUE précise que la commission a pris en compte le fait que l'association vendait des plages horaires de week-end 30 € de l'heure à des gens de l'extérieur alors que les courts sont communaux. Des contacts ont été pris avec la Présidente pour remettre un peu d'ordre.

- UNION DES CHASSEURS VALOIS (voté à l'unanimité moins un contre : M. GIRAUD)
Voir les discussions tenues lors de la subvention à allouer à la Société Communale de Chasse.
M. GIRAUD vote contre la subvention de 200 € à cette association. Il précise que c'est par souci d'apaisement.

- VIVRE ENSEMBLE EN PROVENCE (voté à l'unanimité)
M. VERDON demande en quoi consiste cette association.
M. PAZ répond qu'elle était dénommée auparavant SECOURS POPULAIRE.
M. BENTOUMI ajoute que le SECOURS CATHOLIQUE et le SECOURS POPULAIRE avaient le même objet mais l'une est confessionnelle et l'autre était laïque.
M. PAZ précise que le dossier est très succinct.
Mme BREBAN demande pourquoi la demande a été étudiée si le dossier était incomplet.
M. PAZ répond qu'il s'agit d'une association nationale et que donc, pour rester cohérent, une subvention de 200 € lui a été accordée. En fait ce type d'association nationale ne demande pas un montant précis, c'est la Commune qui octroie une subvention. La commission a lissé les subventions pour ces associations-là et a proposé de leur donner 200 €.
Mme INGRASSIA intervient pour signaler que cette association s'occupe aussi d'insertion au niveau régional (jardins solidaires,...). Localement pour LE VAL, elle ne fait pas grand-chose.

3-Adoption du schéma intercommunal de mutualisation voté par le Conseil de la Communauté de Communes du Comté de Provence

Monsieur le Maire expose :

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var du 26 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Comté de Provence et ses statuts modifiés le 31 mars 2014 ;

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des Collectivités Territoriales qui prévoit l'adoption d'un schéma intercommunal de mutualisation des services adopté pour toutes les intercommunalités en début de mandat et pour la totalité de la mandature afin de mieux maîtriser l'évolution des effectifs locaux ;

Vu le décret n°2011-515 du 5 mai 2011 fixant les modes de rémunération de la mutualisation et notamment les modalités de remboursement de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service et considérant que ces frais de fonctionnement sont également imputables sur l'attribution de compensation ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 2015 - 13 du Conseil de Communauté du 30 mars 2015 votant le schéma de mutualisation de la communauté de communes du Comté de Provence

Considérant que la « mutualisation » est la possibilité pour les communes et un EPCI de mettre en commun leurs services à des fins de solidarité intercommunale et d'optimisation de la dépense publique ;

Considérant que c'est dans ce contexte qu'il est demandé à chaque intercommunalité d'adopter, d'ici la fin du mois de mars 2015, un schéma de mutualisation des services précisant les fondements politiques de la mutualisation à l'échelle du territoire et les services à mutualiser pour la durée du mandat (2014-2020). Ce schéma ayant été débattu et voté à l'occasion du Débat d'Orienta­tion Budgétaire, les Conseils municipaux disposant d'un délai de trois mois pour se prononcer sur ce schéma - en l'absence de délibération le schéma étant réputé approuvé ;

Considérant que ce délai ne peut faire obstacle à la date limite d'approbation dudit schéma fixé initialement au 31 mars 2015 et,

Considérant que ce délai ayant donné lieu à différentes interprétations , le Ministre de l'Intérieur a été amené à préciser que les schémas de mutualisation devront être adoptés au plus tard le 31 décembre et non le 31 mars 2015 comme indiqué , instruction communiquée à l'ensemble des Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale et des Maires , varois, par Monsieur Le Préfet du Var en date du 2 mars 2015, ceci afin de permettre aux conseils municipaux de pouvoir approuver ce schéma dans le délai des trois mois prévu par la loi

Considérant que la mutualisation construite au fil des expériences conduites par les collectivités, peut revêtir plusieurs formes :

- dans le cadre des compétences partiellement transférées,
- en dehors des compétences transférées.

Dans le 1^{er} cas, il s'agit du transfert ou de la mutualisation d'agents communaux vers l'intercommunalité exerçant (en partie ou en totalité) leurs missions dans le cadre des services partiellement transférés.

Dans le second cas, il s'agit pour une ou plusieurs communes et l'intercommunalité de se doter de « services communs ». Ces services peuvent être chargés de l'exercice de missions opérationnelles et de missions fonctionnelles en matière de :

- Gestion du personnel (en dehors des missions exercées par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var)
- Gestion administrative et financière
- Informatique et Nouvelles Technologies de la Communication
- Expertise juridique
- Expertise fonctionnelle
- Instruction des décisions prises par les maires au nom de la Commune ou de l'Etat.

Ces services communs sont gérés par l'intercommunalité en direction d'une ou plusieurs de ses communes et régis par voie de convention ;

Considérant que les modalités d'élaboration du schéma de mutualisation des services nécessitent d'engager un dialogue approfondi entre l'intercommunalité et les communes membres (Maires, Conseillers Communautaires, Conseillers Municipaux et Services), qui doit permettre de faire émerger un socle commun de valeurs politiques guidant l'exercice de la mutualisation à l'échelle de l'intercommunalité et ensuite d'identifier les pistes de services mutualisés. Il permettra enfin de vérifier la faisabilité financière à travers la mise en œuvre du schéma de mutualisation des services ;

Considérant, qu'il convient, dans cette démarche, de constituer tel que proposé dans le schéma de mutualisation un comité de pilotage qui aura pour charge de coordonner, d'évaluer la mise en œuvre du schéma intercommunal de mutualisation et de faire des points réguliers sur l'état d'avancement des études et réflexions menées par les groupes de travail thématiques au sein des commissions de la Communauté de Communes, et du Conseil Communautaire ;

M. SAULNIER : « La mutualisation est une mesure très importante qui permettra aux communes un gain sur le coût des études, des prestations, en les mutualisant. Par contre la Commune n'est pas obligée d'accepter toutes les formes de mutualisation proposées. Elle aura le choix, chaque fois qu'une question sera posée, d'accepter ou de refuser. Par exemple, l'action visant la vidéosurveillance permettra de proposer aux 12 communes membres des installations moins coûteuses et plus performantes. De même pour la mise aux normes d'accessibilité des bâtiments publics qui est à terminer pour septembre prochain quant à la phase de la description et de la programmation des travaux. Un cahier des charges est en cours d'élaboration à la C.C.C.P. et l'appel d'offres sera lancé par celle-ci auprès des bureaux d'études. Ensuite chaque commune gèrera les travaux sur son territoire. »

M. NAL : « Il y a aussi une action visant la maintenance informatique. »

M. SAULNIER : « Un grand débat est en cours sur la mutualisation de l'urbanisme. LE VAL et BRIGNOLES sont les seules communes dotées d'un service propre. Je ne vois pas comment on irait déshabiller notre service pour aller se mettre entre les mains d'un service extérieur auprès duquel nous n'aurons pas les mêmes atouts, vu ce qu'on a connu par ailleurs avec le fonctionnement de l'ancienne D.D.E. et tous les problèmes inhérents. A un moment donné il a même été envisagé de regrouper les communes de Correns, Chateaufort avec Le Val. Certains se demandent s'ils ne vont pas créer leur propre service.

M. TORRESILLA : « J'ai constaté dans le document reçu que 13 actions étaient mutualisables. C'est assez concret, les objectifs à atteindre sont définis, les + et les - sont précisés. A quel moment pourra-t-on débattre sur ce projet ? J'ai constaté que certaines actions allaient être mises en place dès juillet 2015, donc dans peu de temps. Il faudrait organiser ce débat sur les actions à mutualiser. Pour ma part, je n'aurai pas un avis aussi tranché que le vôtre M. le Maire sur le devenir du service de l'urbanisme car la mutualisation permet l'instruction des dossiers mais aussi la mise en place d'un système d'informations géographiques que nous ne pourrions pas mettre en place seuls. Mais c'est aussi le contentieux avec une veille juridique qui aujourd'hui est confiée à un cabinet d'avocats que la Commune paie. La mutualisation est donc intéressante et mérite un débat en Conseil Municipal »

M. SAULNIER : « En matière d'urbanisme il y a plusieurs étapes, certaines peuvent être acceptées comme la veille juridique. Il faut souligner que toute demande auprès de la C.C.C.P. sera payante et vu le barème fourni la charge est assez lourde. Les coûts sont globalisés pour l'ensemble de l'action.

Si au niveau de la Commune on divise le salaire de notre Responsable du service urbanisme par le nombre d'actes qu'il fait, on est gagnant par rapport au coût de la mutualisation. La date limite fixée à juillet 2015 concerne les communes qui n'ont pas de service d'urbanisme. A savoir que la DDTM disparaît en juillet prochain. Nous, nous ne sommes pas pressés. Un débat se déroulera au sein de la commission d'urbanisme puis du Conseil Municipal. »

M. TORRESILLA : « Il faut bien comprendre ce qu'est cette mutualisation : c'est mettre en commun un certain nombre de compétences. On constate que notre service d'urbanisme repose sur un seul agent. Si celui-ci s'absente, on se retrouve sans personne. Actuellement un agent de ce service est en arrêt maladie depuis plus de 3 mois. Avec les délais impartis pour une instruction des permis de construire, soit un mois, cela poserait problème si cet agent était le responsable. La mutualisation permet d'assurer le service vu la présence d'un certain nombre de personnes. Actuellement on a un service en situation précaire de par son effectif et c'est un élément à prendre en compte. Rester isolé n'est pas la meilleure solution. Le service peut rester au VAL et instruire les dossiers de Châteauvert, Correns... »

M. SAULNIER : « Avec la mutualisation le service disparaît, et l'agent est récupéré par la C.C.C.P.. L'urbanisme est l'un des points évoqués mais la mutualisation concerne plusieurs points. Il est question des archives, action importante à laquelle nous ne parviendrons pas seuls. A chaque action proposée on devra décider si on mutualise ou pas. On délibère ce soir sur l'idée générale de la mutualisation. »

M. TORRESILLA : « On accepte donc ce soir par délibération de mutualiser un ou plusieurs services »

M. SAULNIER : « L'Etat veut inciter les communes à cette mutualisation. »

M. COEURDEUIL : « En fait l'Etat impose tout en se désengageant. La crainte qu'on peut avoir c'est que dans cette mutualisation il y ait une arrière pensée de globaliser en fait tous les services, y compris l'urbanisme, à terme. Avons-nous la garantie de pouvoir scinder et accepter la mutualisation de certains services et pas d'autres ? Pour en revenir à l'exemple de l'urbanisme, anciennement, il y avait la D.D.E. qui instruisait les demandes et puis, petit à petit, certaines communes ont créé leur service d'urbanisme et la D.D.T.M. est apparue et a participé au traitement des dossiers en qualité de conseil. Mais il faut bien savoir que le seul responsable de la délivrance d'un permis de construire ou autre est le Maire. Donc quand on va tomber dans le système mutualisé, le service va dépendre de qui ? Le poids politique va être le Maire de Brignoles ! »

M. TORRESILLA : « Pas du tout ! Dans les documents reçus tout est écrit noir sur blanc. »

M. SAULNIER : « Le système pour les crèches par exemple, fonctionne très bien. Rien n'est imposé, cela reste un choix pour chaque commune. »

M. COEURDEUIL : « « Regardez l'esprit de la Loi ALUR, c'est de dire que les P.L.U. vont être traités par l'interco, donc ça aussi va nous échapper ! » »

M. TORRESILLA : « IL est bien précisé : « sauf si les communes ne le veulent pas » »

M. SAULNIER : « Il ne faut pas oublier que, dans un proche avenir, il y a la communauté d'agglomération, et ce sera la sauvegarde de notre Provence. La « Provence Verte » pourra être notre agglo de demain et ainsi se mesurer et se défendre contre celles de Marseille/Aix et Draguignan/Toulon. Si on veut garder notre entité on va bien être obligé d'y travailler comme on le fait déjà maintenant. Nous devons prendre ce soir un engagement de principe et rester vigilants. »

M. COEURDEUIL : « Je reste méfiant donc je m'abstiendrais. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 2 abstentions M. COEURDEUIL et Mme BOULE-AMPHOUX,

DECIDE :

- d'approuver le rapport, ci-annexé, relatif aux mutualisations de services de la Communauté de Communes du Comté de Provence et des Communes membres incluant le schéma de mutualisation des services à compter du 1^{er} avril 2015,
- et d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions, avenants et actes pris en application du schéma de mutualisation avec la Communauté de Communes du Comté de Provence.

4-Redevance d'occupation du domaine public 2015 du réseau de distribution d'électricité

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la Commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité n'avait pas été actualisé depuis un décret du 27 janvier 1956. L'action collective des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité, tels que le SYMIELECVAR auquel la Commune adhère, a permis la revalorisation de cette redevance. Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux et au SYMIELECVAR. Monsieur DEBAQUE donne connaissance au Conseil Municipal du décret n° 2002-409 du 26 mars 2002 portant modification des redevances pour occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

Il propose à l'assemblée de :

- calculer la redevance en prenant le seuil de la population totale de la Commune issu du recensement en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015, soit 4.285 habitants
- fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum prévu selon la règle de la valorisation définie au sein du décret visé ci-dessus et de l'indication du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, ayant décidé de publier les indices et index B.T.P. sous forme d'avis au Journal Officiel de la République Française, et non plus sous forme d'avis au bulletin officiel, soit un taux de revalorisation de 28,60 % applicable à la formule de calcul issue du décret.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint délégué,,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ADOpte la proposition qui lui est faite concernant la redevance d'occupation du domaine public 2015 par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité.

5-Syndicat mixte du PIDAF du Pays Brignolais - Modification des statuts (retrait de Bras et St-Antonin) - Avenant n° 3

M. le Maire informe le Conseil Municipal que le Conseil d'Administration du Syndicat Mixte du PIDAF du Pays Brignolais a accepté le retrait des communes de Bras et Saint-Antonin à compter du 1^{er} janvier 2014.

Par délibération du 27 février 2015, le Conseil Syndical du PIDAF a modifié en conséquence ses statuts en ce qui concerne l'article 6 et a approuvé l'avenant n° 3.

Le Président du PIDAF a également demandé la modification de l'article 7 concernant la composition du Comité Syndical (un seul vice-président).

M. le Maire propose à l'assemblée délibérante d'adopter ces modifications statutaires relatives aux articles 6 et 7.

M. PAZ : « Pour quelles raisons les communes de Bras et Saint-Antonin quittent-elles le PIDAF ? »

M. GIRAUD : « Ces deux communes se rapprochent de leur communauté de communes (Sainte Baume-Mont Aurélien)

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts du Syndicat Mixte du PIDAF du Pays Brignolais,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE la modification des articles 6 et 7 des statuts du Syndicat Mixte du PIDAF du Pays Brignolais conformément à l'exemplaire joint en annexe de la présente délibération,

AUTORISE le représentant de la commune à ce Syndicat à accomplir tous les actes et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

6-Compte-rendu des décisions de M. le Maire prises dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 8 avril 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

- N° 9/2015 du 16/04/2015 - Octroi d'une concession dans le 3^{ème} cimetière (Mme PROUST Maria Wanda)
- N° 10/2015 du 16/04/2015 - Octroi d'une concession dans le 3^{ème} cimetière (M. DEVAMBEZ Joël)
- N° 11/2015 du 16/04/2015 - Octroi d'une case de columbarium dans le 3^{ème} cimetière (Mme MARTIN Michèle)
- N° 12/2015 du 28/04/2015 - Retrait de la décision n° 2015/005 de retrait de la préemption n° 2013/35 du 19/12/2013 sur la propriété JAPEL « Les Grandes Aires »
- N° 13/2015 du 28/04/2015 - Retrait de la décision de préemption n° 2013/35 du 19/12/2013 sur la propriété JAPEL « Les Grandes Aires »

Monsieur le Maire indique d'autre part que 13 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 24 mars 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

M. TORRESILLA : « Je ne comprends pas pourquoi vous reparlez de la décision de retrait de la préemption sur le terrain JAPEL puisque cela a déjà été évoqué lors de la dernière réunion du Conseil Municipal. »

M. SAULNIER : « Effectivement mais cette précision est nécessaire dans le cadre juridique pour la prise de position de la décision de retrait de la préemption. »

M. TORRESILLA : « Je ne comprends toujours pas car la décision de retrait a déjà été envoyée au Notaire en février 2015 ! »

M. SAULNIER : « Je pense qu'il fallait qu'on ait certainement une trace lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal et cela tombe sur celle de ce soir. »

M. TORRESILLA : « Mais on l'a déjà fait lors de la dernière réunion ! Je ne comprends pas... »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 8 avril 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

7-Question écrite de MM. COEURDEUIL-TORRESILLA-VERDON-LANGE-KINET- **demandant le retrait de la délégation donnée par le Conseil Municipal à M. le Maire relative** **au droit de préemption.**

Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée de la demande formulée par certains Conseillers Municipaux, soit MM. COEURDEUIL-KINET-LANGE-TORRESILLA et VERDON, tous membres de la Commission Communale d'Urbanisme, sollicitant un vote à bulletins secrets visant au retrait de la délégation donnée par le Conseil Municipal au Maire pour l'exercice du droit de préemption (délibération n° 2014/072 du 20 juin 2014).

Cette demande de retrait de délégation est motivée par ses auteurs, comme suit : « suite à la décision de M. le Maire d'abandonner le droit de préemption du terrain JAPEL (décision n° 2015-005 du 16 février 2015), sans consultation de la commission d'urbanisme et du Conseil Municipal, il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer sur le retrait de cette compétence votée le 20 juin 2014, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales - Articles L 2122-22 et L 2122-23. »

M. COEURDEUIL : « J'ai été étonné de lire sur la convocation « question écrite de M. COEURDEUIL ». En fait elle a été posée par plusieurs personnes soit MM. COEURDEUIL-KINET-LANGE-TORRESILLA et VERDON, noms cités dans l'ordre alphabétique. J'ai envoyé le message mais la question provient de tous les élus membres de la commission d'urbanisme hormis bien entendu le Président M. SAULNIER et le Vice-Président M. Rémi GAUTIER.

La question porte d'abord sur un problème de forme puisque on a tous le sentiment que cette commission d'urbanisme prend connaissance des informations qui lui sont communiquées sans qu'aucune proposition ne soit faite, propositions sur lesquelles on pourrait débattre. Les informations nous arrivent donc pour être entérinées avant de l'être en Conseil Municipal comme la délibération n° 6 de ce soir sur le compte-rendu des décisions de M. le Maire.

Et on revient encore sur cette affaire du droit de préemption « JAPEL ». C'est une décision qui n'a jamais été débattue alors qu'elle a été prise il y a un an (voir les écrits de mai 2014 où il est stipulé que M. le Maire a décidé de ne pas préempter). La commission d'urbanisme a été informée des mois et des mois plus tard et on nous a présenté cela comme une concertation ! »

M. SAULNIER : « Pas des mois et des mois plus tard mais passons ! Que souhaitez-vous exactement ce soir ? »

M. COEURDEUIL : « La législation autorise le Conseil Municipal à retirer la délégation parce que nous estimons que la décision prise est entachée d'illégalité. D'ailleurs à ce sujet, nous avons adressé une demande au contrôle de légalité et nous attendons la réponse du Préfet concernant justement la légalité de cette décision de retrait de préemption.

Le Conseil Municipal a donné délégation pour exercer des préemptions pas pour les retirer. Ce point juridique est une grande question. La confiance régnait à cette époque-là dans la volonté affichée d'une concertation la plus ouverte au sein d'une grande équipe. Mais dans le cas présent on nous a présenté le bébé tout formé, là il n'y a plus de confiance, vous comprendrez bien notre situation ! »

M. SAULNIER : « Arrêtez de parler d'un an car il n'y a qu'un mois de décalage entre la date de réception du courrier de l'avocat et celui de sa transmission au Conseil Municipal. Mais on a tellement débattu à ce sujet ! On ne va pas en parler indéfiniment ! Effectivement j'ai constaté que nous étions au Tribunal pas par ma faute mais par celle de l'équipe municipale précédente dont vous faisiez partie, pas personnellement, mais ceux que vous représentez. »

M. COEURDEUIL : « Je ne faisais pas partie de l'ancienne municipalité et je ne représente personne ! »

M. SAULNIER : « Vous avez bien été élu sur la liste de la précédente municipalité. »

M. COEURDEUIL : « Je ne peux pas laisser dire cela. Premièrement je n'ai pas pour habitude de me désolidariser en disant « ce n'est pas moi, c'est l'autre », et généralement quand je prends une décision, je l'assume. Vous faites allusion à mon équipe. M. Jean-Pierre SIAU en faisait effectivement partie. Je lui ai dit encore récemment, quand il m'a interrogé sur les raisons de mes prises de position en Conseil Municipal, que s'il avait voulu siéger, il n'aurait pas dû démissionner. Il a démissionné et est donc devenu un citoyen comme un autre. »

M. SAULNIER : « Nous nous sommes retrouvés donc, lorsque nous avons été élus, avec plusieurs procès sur le dos et nous devons en sortir. Compte-tenu des conseils de notre avocat, j'avais dit que nous pourrions retirer la préemption. On en a encore débattu ensuite, avec ce fameux décalage d'un mois entre le moment où ce retrait a été envisagé et celui où la décision a été prise. »

M. COEURDEUIL : « Non, il n'y a pas un mois ! En décembre 2014, lorsque l'avocat est venu en Mairie expliquer la situation au Conseil Municipal, j'avais évoqué la possibilité de faire pression sur la partie adverse. Mais dès l'instant où vous avez laissé le champ libre au promoteur en lui disant que vous retireriez la préemption, en mai 2014, donc il y a bien un an, c'est envoyer à l'interlocuteur un message de capitulation avec les possibilités d'accès à toutes ses exigences. La préemption a été levée sans aucune contrepartie. Or, à chaque fois que le sujet a été abordé, nous n'étions pas du tout informés de cette décision de retrait de préemption. Nous avons bien précisé qu'il existait des moyens de pression, qu'il fallait en discuter, qu'il fallait mener cette affaire dans le cadre d'une négociation avec l'interlocuteur.

Et dans une négociation quand on commence à donner tout le poids qu'on pourrait avoir en faisant jouer le fait de maîtriser les terrains, il n'y a plus de négociation possible ! Et nous, en commission d'urbanisme, on regarde le train passer ! Et après on nous présentera un projet et on ne pourra rien faire contre. C'est la politique du fait accompli. »

M. SAULNIER : « Je ne suis pas d'accord car le projet a été présenté en commission d'urbanisme mais personne n'a voulu le consulter. De toute façon, la préemption n'était pas bonne, cela nous a été confirmé par l'avocat de l'association des Maires du Var, par l'intermédiaire de son Président, M. Jean-Pierre VERAN. Je pense donc avoir fait ce qu'il fallait. Vous avez écrit, sans m'en informer, au Sous-Préfet. Attendons sa réponse. Mais ce soir que voulez-vous ? Un vote pour me retirer la délégation de préemption ? »

M. TORRESILLA : « Je tiens quand même à intervenir malgré qu'on l'ait suffisamment écrit et dit. Le dossier « JAPEL » date d'un an, dossier que certaines personnes du Conseil Municipal ont pris en charge dès notre arrivée. Mais dossier que la commission d'urbanisme n'a jamais étudié, ceci est une réalité ! Nous reprochons qu'un dossier aussi sensible, avec un certain nombre de Conseillers opposés à la stratégie du retrait de la préemption, élus qui avaient un rôle essentiel à jouer dans ce dossier puisque membres de la commission d'urbanisme, nous reprochons donc que cette décision, prise certes dans le cadre de votre délégation, n'ait pas fait l'objet de débats. Mais une délégation repose sur la confiance et cet acte qui concerne un dossier sensible aurait dû préalablement faire l'objet d'une discussion en commission d'urbanisme et d'un débat en conseil Municipal. D'autre part, suite au dernier courrier reçu de l'avocat, répondant à notre demande, un passage m'a interpellé, je lis « il apparaît que l'étude (commandée à BEGEAT par Mme ROATTINO) a été réceptionnée en Mairie un jour ou deux après la réception de la D.I.A. ». Quand on reçoit une étude un jour ou deux après la réception d'une D.I.A. c'est qu'elle a été commandée antérieurement. Pourquoi ? Pour une raison simple c'est qu'il y a eu deux D.I.A. déposées pour ces terrains, la première étant erronée, une seconde a été déposée et entre les deux dépôts l'équipe précédente a commandé une étude. IL me semble donc que la commande était antérieure à la D.I.A. et que l'intention d'aménagement était bien réelle. »

M. SAULNIER : « Mais il fallait aussi des comptes-rendus de réunions antérieures, des délibérations, etc... pour bien démontrer l'antériorité du projet, c'est aussi stipulé dans le courrier de l'avocat Tous les avocats me disent que de toutes façons la Municipalité précédente était en tort. Si vous êtes juriste ou avocat, moi je ne le suis pas, j'étais architecte et c'est la raison pour laquelle je me suis rapproché de professionnels. Si vous voulez aller plus loin, libre à vous. Mais ce soir que voulez-vous ? Un vote pour le retrait de la délégation ? Alors votons ! On a parlé de ce dossier pendant deux semaines. J'ai fait cette erreur de date mais j'étais pris dans les difficultés de la gestion d'une Commune au jour le jour, avec en plus deux dossiers contentieux importants à porter (JAPEL et LA JOUBERTE). Quand vous vous trouvez devant de tels cas et que vous êtes obligés d'anticiper, ce n'est pas toujours facile. Et si j'ai dit un mois avant que je souhaitais enlever la préemption, ce n'est pas pour autant que j'ai triché vis-à-vis de vous. Vous mettez en doute mon intégrité. Donc maintenant votons car vous polémiquez sans arrêt. »

M. COEURDEUIL : « Ce n'est pas un mois, je le répète, mais un an ? Et ce n'est pas de la polémique. Il y a un courrier de l'ancien avocat de la Commune qui date de mai 2014, ce ne sont pas des paroles mais un écrit, qui dit « vous m'avez informé avoir indiqué au promoteur que vous souhaitiez retirer la préemption. »

M. GIRAUD : « Ces propos ont déjà été tenus maintes et maintes fois, on ne va pas recommencer ! Passons au vote ! Quand vous parlez de retard pris dans la transmission de documents, vous avez reçu la réponse de l'avocat le 4 avril et vous ne nous l'avez fait parvenir qu'hier, soit le 28 avril ! Vous parlez de cette question de délai depuis plusieurs réunions. Passons au vote ! »

M. COEURDEUIL : « Ce n'est pas une simple question de délai. Pendant un an le Maire avec toutes les personnes qui sont derrière lui, excusez-moi, complètement aveugles, donc lorsque le Maire nous dit, il y a un mois, « c'est un problème de délai », alors qu'il y a un écrit datant de mai 2014 indiquant que la décision a été prise, c'est qu'on nous fait lanterner et qu'on nous raconte « des salades ». Et après on nous dit nous avoir informés ! »

M. GIRAUD : C'est un problème de confiance alors votons et nous verrons à l'issue du scrutin qui fait confiance à M. le Maire et qui ne le fait pas. C'est la démocratie. Par contre dans le débat nous en sommes pour la sixième fois à la même version. Nous avons compris vos griefs. »

Mme INGRASSIA : « Cela fait deux fois M. COEURDEUIL que vous sous-entendez l'aveuglement du Conseil Municipal, cela veut-il dire que nous sommes tous aveugles ? Nous n'avons pas tout simplement le même point de vue que vous, c'est tout ! »

M. COEURDEUIL : « Effectivement quand on parle d'aveuglement on peut parler de point de vue..... mais lorsqu'il y a des œillères, ce point de vue est relatif ! »

M. DEBAQUE : « Passons au vote et tranchons ! »

M. TORRESILLA : « Ce n'est pas aussi simple que ça, on est en train de dire qu'une commission d'urbanisme existe mais ne travaille pas sur ces questions-là (Japel - La Jouberte). Le vote de ce soir est de prendre en considération qu'enlever une préemption dans un contexte particulier, difficile, sans débats, sans échanges, n'est pas normal. On essaie de faire changer les choses en permettant, par cette action-là, à la commission d'urbanisme de travailler. On sait bien que le retrait de la délégation à M. le Maire va entraîner des complications ensuite puisque le Conseil Municipal devra se prononcer sur chaque D.I.A. reçue, mais on veut mettre le doigt sur un dysfonctionnement. »

Mme INGRASSIA : « La rectification peut ne pas venir forcément d'un vote « sanction ». Comme vu tout à l'heure pour les associations, cela fait un an qu'on est tous au travail, malgré tout, ça je crois que personne ne peut nous le reprocher. Il y a des écueils, des choses doivent être modifiées en termes de communication, de transparence, de travail en commun. On doit d'ailleurs vous proposer quelque chose en ce sens. On doit pouvoir échanger en tirant partie des compétences de chacun. Essayons de mettre en place des choses pour arriver à travailler autrement dans l'échange et la transparence. »

M. VERDON : « C'est ce que nous réclamons depuis longtemps ! »

Mme INGRASSIA : « On n'arrive pas à avancer dans certaines actions parce qu'on ne parle que de ces deux dossiers Japel et La Jouberte. A un moment donné, il faut travailler sur les autres dossiers. Il y a beaucoup à faire ! »*

M. SAULNIER : « Je tiens à ajouter que j'avais fait effectivement une erreur de jeunesse au départ. Mais j'ai nommé M. TORRESILLA en qualité de rapporteur du Conseil Municipal. On a mis à sa disposition les deux dossiers en question dans leur intégralité et il a pu les consulter. Tout ceci a donc été fait en toute transparence. Nous n'avons pas encore travaillé sur La Jouberte mais on en a débattu de nombreuses fois. On est en procès et donc tenu de prendre en compte le projet antérieur. J'ai demandé à ce que M. TORRESILLA soit présent à chaque réunion avec les promoteurs des deux projets afin que tout soit clair pour tout le monde. A savoir que pour La Jouberte, l'indemnisation à l'origine s'élève à 1.400.000 € et qu'on ne pourra pas la compresser jusqu'à un montant dérisoire. »

M. FOURNEL : « La commission d'urbanisme a dû être touchée par ce manque d'informations. Je pense qu'il serait bon d'attendre la réponse du Sous-Préfet parce qu'il doit y avoir un vide juridique ou une erreur matérielle car il y a préemption dans la délégation et pas retrait de préemption. Ensuite on pourra procéder au vote de confiance. »

M. TORRESILLA : « Ce que l'on recherche dans cette action-là, c'est que, tout en sachant que le droit c'est le droit et les procédures sont les procédures, c'est le changement du mode de fonctionnement. Le 20 avril, j'ai adressé un courrier à M. le Maire sur l'affaire de La Jouberte, auquel nous n'avons pas eu de réponse, en demandant de mettre le terrain communal, de remettre le dossier à la commission d'urbanisme pour en prendre connaissance, ce qui n'est toujours pas fait aujourd'hui. »

M. SAULNIER : « Je regrette, les deux dossiers vous ont été remis ! »

M. TORRESILLA : « Mais je n'ai pas eu le temps de travailler sur les 2 ! »

M. SAULNIER : « Il ne faut pas dire n'importe quoi, c'est de la mauvaise foi ! »

M. TORRESILLA : « Je précise que je n'ai pas eu le temps de consulter les deux dossiers. »

M. SAULNIER : « Ce n'est pas ce que vous avez dit, vous avez déclaré que le dossier n'a pas été mis à la disposition de la commission. »

M. CULINATI : Les deux dossiers ont été mis à la disposition de M. TORRESILLA et il a commencé par celui de Japel. Il n'a pas eu le temps de consulter celui de La Jouberte. »

M. TORRESILLA : « Le dossier doit être remis à la commission d'urbanisme pour en prendre connaissance afin d'en donner un compte-rendu à l'ensemble du Conseil. »

M. SAULNIER : « Mais vous avez été désigné comme rapporteur. »

M. TORRESILLA : « Mais en 4 heures je ne peux pas étudier deux dossiers ! »

M. SAULNIER : « Ces dossiers contentieux n'ont pas à être divulgués ou diffusés tant qu'ils sont en cours. Vous pouvez très bien vous faire accompagner ou aider dans ce travail. »

M. TORRESILLA : « Donc les membres du Conseil Municipal ne peuvent pas consulter ces dossiers ? »

M. SAULNIER : « Vous avez été nommé en qualité de rapporteur, c'est donc à vous de prendre des dispositions pour travailler. C'est vous qui contestez les choses, c'est donc à vous de regarder le dossier et de réunir des éléments pour en parler ensuite à tout le Conseil Municipal. »

M. TORRESILLA : « On ne conteste pas les choses, on propose de changer de mode opératoire afin qu'il soit plus clair pour tout le Conseil. On demande donc que ce dossier soit soumis à la Commission d'urbanisme pour étude et rapport devant le Conseil Municipal. »

M. SAULNIER : « On n'avance pas ! On parle de La Jouberte maintenant, c'est cela ? »

M. TORRESILLA : « Oui, pour La Jouberte, le terrain est actuellement communal et son aménagement concerne donc bien le Conseil Municipal. Pour qu'il puisse prendre une décision éclairée, il faut qu'il ait des éléments objectifs à partir du dossier. La commission d'urbanisme doit donc étudier le dossier, faire un rapport et le communiquer à tout le Conseil Municipal. C'est le premier point. Ensuite, on demande de reprogrammer une réunion de travail avec le promoteur en présence d'élus dont ceux représentatifs de la commission d'urbanisme et de la commission des finances car on va parler à la fois d'aménagement et de finances. Troisième point, on demande de programmer une réunion privée du Conseil Municipal afin d'organiser un débat avec tous les Conseillers. »

M. SAULNIER : « Mais cela a été prévu ! »

M. TORRESILLA : « Cela a été fait ? »

M. SAULNIER : « Mais non ! pas encore. On en est au stade de la réunion avec le promoteur à laquelle tu as été convié. Tu n'as pas pu venir et tu as délégué M. VERDON qui a fait un compte-rendu de 2 pages. Un P.V. a également été rédigé et diffusé au Conseil Municipal. »

Mme INGRASSIA : « Sur le principe de ce changement de méthode nous sommes d'accord. »

M. TORRESILLA : « Je n'ai pas eu de réponse à mon courrier du 20 avril ! Pourtant il était clair, articulé en 4 points et se terminant par une demande de délibération du Conseil Municipal souverain. Je ne vois pas en quoi cette demande-là est extravagante ! »

M. SAULNIER : « On n'a jamais dit cela ! »

M. TORRESILLA : « Mais nous n'avons pas eu de réponse. »

M. SAULNIER : « Si on ne vous a pas répondu tout de suite cela ne veut pas dire qu'on ne le fera pas, mais laissez-nous le temps ! »

M. NAL : « Le projet de La Jouberte a fait l'objet de 5 ans d'études sous la municipalité de M. GAUTIER. Ensuite, l'équipe suivante a ou n'a pas travaillé dessus. Cela fait plus de 6 ans qu'on est embourbé dans cette affaire et seulement un an que nous sommes élus. A priori, vu les débats, on n'est pas parti pour en sortir ; on n'avance pas ! Il faut arriver à trouver une solution. »

M. VERDON : « Nous demandons que la commission d'urbanisme ne se voit pas imposer des règles mais puisse en discuter, sinon les commissions ne servent à rien ! Quand on dit vouloir travailler dans la transparence, il faut le faire au sein des commissions, c'est fait pour cela. »

M. COEURDEUIL : « Et quand on dit vouloir faire avancer un dossier, est-ce systématiquement brader les intérêts de la Commune, brader ceux des Valois et faire des cadeaux ? »

M. GIRAUD : « On revient toujours sur les mêmes choses ! »

M. TORRESILLA : « Parce que les choses n'avancent pas. »

M. GIRAUD : « Entre le 24 avril, jour de la dernière réunion, et le 29, aujourd'hui, il y a 5 jours dont le week-end, comment veux-tu faire des réponses cohérentes en si peu de temps et on revient toujours sur les mêmes choses ! »

M. TORRESILLA : « Oui cela fait un an qu'on dit la même chose. »

M. GIRAUD : « C'est la Comédia dell'Arte. Ce qu'on a dit en privé, vous voulez le dire en public, pour que ça passe encore dans le compte-rendu, dans le P.V., dans le journal, et on rabâche..... »

M. COEURDEUIL : « Mais quand la vérité n'arrive pas à passer, il faut bien la rabâcher ! C'est trop facile de vouloir tout étouffer. »

M. GIRAUD : « Lors de la réunion du 24 avril vous avez eu des assurances. Mais il est vrai que vous n'étiez plus là M. COEURDEUIL. »

M. COEURDEUIL : « Des assurances disant que des vraies ou pseudo concertations avec la commission d'urbanisme seraient organisées ou simplement l'enregistrement d'infos qu'on va nous délivrer ? »

M. GIRAUD : « Vous avez quitté cette réunion au moment où c'était le plus intéressant car vous souffriez du dos. »

M. COEURDEUIL : « Effectivement j'avais mal au dos. »

Mme INGRASSIA : « Ou vous êtes dans une dynamique positive, les erreurs passées sont passées. Il nous reste 5 ans de mandat, améliorons les choses pour faire avancer les dossiers quels qu'ils soient. »

M. COEURDEUIL : « Une dynamique positive, d'accord. C'est exactement la situation d'il y a un an. J'ai tendance à faire confiance mais quand je vois qu'elle est largement écornée, j'estime avoir le droit d'être contrarié. »

Mme TURINELLI : « C'est votre point de vue et celui de 4 ou 5 personnes du Conseil Municipal ? C'est une vue personnelle. »

M. COEURDEUIL : « Bizarrement ce sont tous les membres de la commission d'urbanisme. Vous pensez que c'est une coalition ? »

M. SAULNIER : « Peut-être bien que c'est une coalition ! Votons. »

M. COEURDEUIL : « On vote sur quoi ? »

M. SAULNIER : « Mais c'est vous qui demandez le vote sur le retrait de la délégation. »

M. COEURDEUIL : « Donc le vote est déjà acquis ! Je ne me fais bien évidemment aucune illusion sur l'issue de ce vote. La demande des élus de la commission d'urbanisme pour ce vote est aussi l'idée de faire prendre conscience que lorsque des décisions d'importance doivent être prises, une consultation des commissions est impérative. Elles ne doivent pas être prises par une seule personne. On ne doit pas voter sur le simple fait de retirer la délégation de préemption. L'erreur faite par vous, M. le Maire, a été, il y a un an, d'écrire au promoteur vouloir retirer la préemption sur le terrain JAPEL : « je vous fais cadeau du terrain, faites-en n'importe quoi ». »

M. SAULNIER : « Je n'ai jamais écrit que je faisais un cadeau ni que c'était pour faire n'importe quoi ! Jamais ! Vous imaginez beaucoup de choses, vous en rajoutez. Sur le terrain JAPEL, on a demandé un pôle médical, des logements sociaux, une voie de liaison avec le centre du village pour désenclaver le parking. »

M. COEURDEUIL : « Où est la convention écrite de tout cela ? Le seul écrit aujourd'hui est le courrier disant que vous abandonniez le droit de préemption. En face, qu'avons-nous comme garanties ? Rien. Je n'appelle pas défendre les intérêts de la Commune mais plutôt défendre les intérêts du promoteur. Beaucoup de personnes qui ont réfléchi sur ce dossier savent très bien que ce que je dis est vrai. Je m'en tiens au fait en restant objectif et on en reparlera dans l'avenir de ce dossier. »

M. SAULNIER : « A chaque fois qu'on parle de promoteurs, vous dites que ce sont des voleurs, des vautours... »

M. COEURDEUIL : « Je n'ai pas dit voleurs, jamais. Ce sont des gens très intelligents. »

M. SAULNIER : « Bref d'après vous ce sont les gens les plus mauvais qui existent. Vous avez été promoteur, je ne vous ai jamais traité de voleur ou de vautour ! J'estime que parmi ces professionnels certes il y a des mauvais éléments mais il y en a aussi beaucoup qui font leur métier correctement. Vous avez des architectes qui n'en sont pas et vous en avez des officiels. Et on peut prendre tous les métiers. »

M. DEBAQUE : « Je propose un vote à main levée. »

M. BENTOUMI : « C'est écrit dans la demande que le vote sera fait à bulletins secrets, votons ainsi. »

M. VERDON : « Effectivement, la demande prévoit un vote à bulletins secrets. »

M. GIRAUD : « Il faut que cela soit demandé par un tiers des présents. »

M. FOURNEL : « Cela doit être une volonté du Conseil Municipal. »

Considérant que le vote à bulletins secrets doit être demandé par un tiers des membres présents, soit dans le cas présent, au moins sept conseillers municipaux (article L 2121-21 du CGCT), Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante quels sont ceux qui se prononcent pour le vote à bulletins secrets. A l'unanimité moins un contre (M. DEBAQUE), les Conseillers Municipaux demandent le vote à bulletins secrets.

Le vote du Conseil Municipal consistait donc à se prononcer comme suit : « pour le retrait de la délégation : voter OUI, pour rejeter cette proposition de retrait, voter NON. »

Il est ensuite procédé au vote à bulletins secrets puis au dépouillement qui a donné le résultat suivant :

- 9 OUI (pour le retrait de la délégation)
- 1 ABSTENTION
- 16 NON

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le résultat du vote à bulletins secrets,

PREND ACTE du maintien de la délégation du Conseil Municipal à Monsieur le Maire pour l'exercice du droit de préemption.

M. le Maire remercie les Conseillers Municipaux qui lui font confiance.

8-Questions orales

NEANT

LA SEANCE EST LEVEE A 23h30.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

LE MAIRE,

Patricia INGRASSIA



Bernard SAULNIER

